**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 octobre 2018**

Date de la convocation : 09 octobre 2018 Date d'affichage : 09 octobre 2018	Nombre de membres en exercice : 6 Nombre de votants 5 Nombre de procuration : 0
<i>L'an deux mille dix-huit, le 16 octobre, le conseil municipal de cette commune, dûment convoqué le 09 octobre, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Louis Jean BOREL</i>	Présents : BOREL Louis Jean, PEAGNO Jean-Pierre, GRANON Jonathan, Thomas VERNAY, Joel MAZALAIGUE Absents ayant donné procuration :
Secrétaire de séance : Jean-Pierre PEAGNO	Absent(s) excusé(s) : Ludivine PELTIER

ORDRE DU JOUR (ouverture de la séance à 18 heures 00)

1. Approbation du procès-verbal des délibérations du 22 juin 2018
La lecture du procès-verbal du registre des délibérations du 22 juin 2018 ne fait l'objet d'aucune remarque, il est adopté à l'unanimité.
2. Délibération 1/2018 – 16/10/2018 – Redevance Annuelle de l'autocommutateur téléphonique - année 2018
Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de calculer la redevance annuelle 2018 pour l'autocommutateur téléphonique, par rapport au coût de la construction 2ème trimestre publié par l'INSEE
A savoir :
- Régularisation 2017 : $(291.28 \times 1664 / 1622) - 291.68 = 7.55 \text{ €}$
- Année 2018 : $299.23 \times 1669 / 1664 = 305.22 \text{ €}$
Soit une redevance annuelle totale de $7.55 + 305.52 = 313.07 \text{ €}$.
Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité, charge et donne signature à Monsieur le Maire pour gérer ce dossier.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
3. Délibération 2/2018 – 16/10/2018 - RODP 2018 - TELECOMMUNICATION
Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de calculer la redevance annuelle 2018 concernant les kilomètres d'artères souterraines et aériennes de télécommunication,
A notre demande, les services d'Orange ont fait parvenir l'état du patrimoine total au 31/12/2017 servant au calcul de la redevance 2018, ainsi que les tarifs de base,
Patrimoine total hors emprise du domaine autoroutier :
1/ Artère Aérienne en km : 5.770
2/ Artère souterraine en km : 0.569

Tarifs de base :
1/ 40 € le km d'artères aériennes
2/ 30 € le km d'artères souterraines
A multiplier pour le coefficient d'actualisation 1.30940 pour l'année 2018.

Calcul :
 $(5.770 \times 40 \times 1.30940) + (0.569 \times 30 \times 1.30940) = 324.56 \text{ €}$
La redevance RODP 2018, patrimoine au 31/12/2017 pour la commune de GLANDAGE 26410 est arrêté à un montant de 324.56 € (trois cent vingt-quatre euro et cinquante-six cent),
La titre de recette sera adressé à : ORANGE CSPCF - Comptabilité Fournisseurs - TSA 28106 - 76721 ROUEN Cédex - N° SIRET : 380 129 866 27454
Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité, charge et donne signature à Monsieur le Maire pour gérer ce dossier.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

4. Délibération 3/2018 - 16/10/2018 - RODP 2018 - ELECTRICITE
Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de calculer et de fixer la redevance d'occupation du domaine public communal par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité applicable aux communes dont la population est inférieure ou égale à 2000 habitants, au titre de l'année 2018 pour la commune de GLANDAGE, Monsieur le Maire précise que le montant maximum de cette redevance est défini par le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 qui en assoit la valeur sur la population de la commune.
Au titre de l'année 2018, la redevance d'occupation du domaine public est de 203.00 € (deux cent trois euros),
Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité, charge et donne signature à Monsieur le Maire pour gérer ce dossier.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
5. Délibération 4/2018 - 16/10/2018 - DOSSIER LE TURDU Henriette et la Commune de GLANDAGE
Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a fait appel à un Avocat au Barreau de la Drôme, Maître Elise MAMALET concernant l'affaire opposant la commune de GLANDAGE à Madame LE TURDU Henriette, Monsieur le Maire informe son conseil municipal qu'il est nécessaire de signer une convention d'honoraire cadre conseil et assistance juridique entre la Commune de GLANDAGE et Maître Elise MAMALET, Avocat au Barreau de la Drôme,
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'honoraire cadre conseil et assistance juridique.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
6. Délibération 5/2018 - 16/10/2018 - TRANSPORT SCOLAIRE
Démission de Monsieur Robin DÉCLE, chauffeur bus scolaire à compter du 04/11/2018 et appel à candidature.
Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la lettre de démission en date du 03 octobre 2018, reçue en Mairie le 04 octobre 2018 de Monsieur DÉCLE Robin de son poste de chauffeur de bus scolaire à compter du 04 novembre 2018, poste de contractuel de droit public,
Monsieur le Maire explique que la démission est valable.
La démission de Monsieur DÉCLE Robin résulte d'une demande exprimant de manière claire et non équivoque la volonté expresse de quitter son poste,
La lettre de démission remplit et respecte le délai de préavis applicable au contractuel démissionnaire soit 1 mois, L'ancienneté est calculée compte tenu de l'ensemble des contrats de l'agent, y compris ceux établis de manière discontinue si l'interruption entre 2 contrats ne dépasse 4 mois et qu'elle n'est pas due à une précédente démission,
Les conséquences de la démission sont :
- la décision et la démission est irrévocable
A partir de la date de démission, l'agent perd son statut d'agent public, il est radié des effectifs.
Sauf démission légitime, la démission n'ouvre pas droit aux allocations chômage. L'administration n'est pas tenue de fournir un certificat de travail et un solde de tout compte. Cependant, ces documents peuvent être délivrés sur demande.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à gérer ce dossier et charge Monsieur le Maire à faire appel à candidature d'un conducteur de bus scolaire à compter du 04 novembre 2018.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
7. Délibération 6/2018 - 16/10/2018 - RECRUTEMENT AU POSTE DE CHAUFFEUR DE BUS SCOLAIRE - CDD DROIT PUBLIC - 6 HEURES HEBDOMAIRE - à compter du 04/11/2018
Monsieur le Maire fait part de la démission de Monsieur DÉCLE Robin à compter du 04 novembre 2018 de son poste de chauffeur de bus scolaire,
Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du besoin de l'embauche d'une personne pour assurer le transport de bus scolaire,
La date d'embauche est fixée au 04 novembre 2018, la période d'emploi est fixée à compter du 04 novembre 2018 jusqu'au 01 septembre 2019 en contrat à durée déterminée de droit public, pour un nombre hebdomadaire de 6 heures.
La rémunération sera calculée par référence à l'indice brut 393 indice majoré 358 et correspondra au 6/35ème de la rémunération mensuelle d'un agent à temps complets sur 12 mois, augmenté du supplément familial.
La commune remboursera l'examen médical de transport de bus scolaire de chaque agent.
Le Maire est autorisé à exécuter le contrat d'embauche. Il est chargé du suivi des recrutements et de ses mises en œuvre.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité:
- ACCEPTE le recrutement selon les conditions ci-dessus.
- DONNE tous les pouvoirs au Maire pour gérer ce dossier.
Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

8. Délibération 7/2018 – 16/10/2018 – ETAT d'ASSIETTE pour la campagne 2019

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre en date du 24 juillet 2018 de Monsieur Alain FONTON, Directeur d'Agence de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2019 en forêt communal relevant du Régime Forestier, Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

1/ Approuve l'Etat d'Assiette des coupes de l'année 2019 présenté ci-après,

2/ Pour les coupes inscrites, précise la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation,

3/ Informe le Préfet de Région des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé ci-après :

ETAT D'ASSIETTE : voir tableau ci-joint,

Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la municipalité

Ventes de bois aux particuliers :

Le Conseil Municipal autorise l'ONF à réaliser les contrats de vente aux particuliers pour l'année 2019 le respect des clauses générales de ventes de bois aux particuliers de l'ONF. Ce mode de vente restera minoritaire, concernera des produits accessoires à l'usage exclusif des cessionnaires et sans possibilité de revente.

Le conseil municipal donne pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

Monsieur le Maire ou son représentant pourront assister aux martelages des parcelles concernées.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

9. Délibération 8/2018 – 16/10/2018 - Règlement Européen Général sur la Protection des Données personnelles (RGPD) Désignation d'un délégué de la protection de données (DPD)

Il est exposé que, à compter du 25 mai 2018, toutes les structures publiques doivent se mettre en conformité avec le Règlement Général européen de la Protection des Données (RGPD) approuvé officiellement par le Parlement Européen en avril 2016. Ce RGPD, qui remplace les lois nationales telles que la loi informatique et libertés en France, unifie la protection des données et facilitera la libre circulation des données dans les 28 états membres de l'UE.

Il est indiqué qu'une donnée à caractère personnel représente toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. Le non-respect de cette obligation pourra aboutir à des sanctions administratives, financières et/ou pénales du représentant légal de la personne morale, sanctions pouvant être très lourdes.

C'est pourquoi, il convient de désigner un Délégué à la Protection des Données (DPD), également dénommé DPO (Data Protection Officer) qui aura pour mission principale de mettre la collectivité en conformité avec le RGPD.

Son rôle sera de :

- Informer et conseiller l'organisme (responsable de traitement, sous-traitants, employés) ;
- Réaliser l'inventaire et la cartographie des données de l'organisme et de leurs traitements (qui, quoi, pourquoi, où, jusqu'à quand, comment) ;
- Conseiller, accompagner à la gestion du registre de traitements des données personnelles ;
- Contrôler et veiller au respect du règlement et du droit national en termes de protection des personnes physiques et de droit d'accès ;
- Piloter la conformité en continu et identifier les actions à mener au regard des risques sur les droits et libertés des personnes ;
- Concevoir des actions de sensibilisation ;
- Conseiller l'organisme sur la réalisation d'études d'impact sur la protection des données et la vie privée, et en vérifier l'exécution ;
- Coopérer avec la CNIL, autorité de contrôle ;

Le Délégué à la Protection des Données (DPD) n'est pas le responsable des traitements.

Il doit, en tout état de cause, exercer ses missions en toute indépendance, vis-à-vis du responsable de traitement (le maire), et il ne peut être sanctionné pour avoir exercé ces missions.

Le conseil municipal, après ouïe de cet exposé et délibérations, approuve *par 5 voix POUR* la désignation d'un Délégué à la protection des données (DPD) et autorise le Maire à signer toutes pièces relatives à cette nomination.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

10. Délibération 9/2018 – 16/10/2018 - Adhésion au service de Conseil en Energie du SDED, Territoire d'Energie Drôme

Annule et remplace la délibération du 22 juin 2018

Cette délibération annule et remplace la délibération du conseil municipal du 22 juin 2018.

Depuis plusieurs années le SDED, Territoire d'énergie Drôme, s'implique aux côtés des communes drômoises pour contribuer à la maîtrise de la dépense énergétique du patrimoine bâti public (bilans énergétiques, accompagnements opérationnels, valorisation des Certificats d'Economies d'Energie).

En vertu de l'article L2224-31 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Energie (AODE), le SDED a adopté, en Comité syndical du 9 juin 2017, le règlement d'attribution d'une aide financière aux petits travaux d'économies d'énergie en faveur des collectivités membres.

Celui-ci vient soutenir les dépenses répondant aux critères des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Son taux annuel est de 50 % jusqu'à une dépense éligible de 20 000 € HT et de 20 % supplémentaires jusqu'à 50 000 € HT.

En contrepartie, le SDED récupère la propriété des CEE obtenus à l'issue des travaux.

Pour bénéficier de ce dispositif, la commune s'engage à adhérer jusqu'au 31 décembre 2020 au service de Conseil en Energie du SDED, lui permettant d'accéder à une connaissance précise des consommations du patrimoine communal, à des conseils sur les améliorations énergétiques à réaliser et à pouvoir solliciter chaque année civile une aide financière pour ses travaux éligibles.

L'adhésion s'élève à 0,20 €/hab. et par an pour une commune rurale (au sens de la TCCFE) et à 0,50 €/hab. et par an pour une commune urbaine.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver le règlement d'intervention du SDED pour les actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur le territoire, joint en annexe,

- d'adhérer au service de Conseil en Energie du SDED, à raison de 0,20 €/hab. pour une population totale de 117 habitants (chiffres INSEE en vigueur eu 1^{er} janvier 2018), soit un montant de 23,40 € par an, renouvelable chaque année civile jusqu'au 31 décembre 2020.

- de céder au SDED les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) issus des travaux réalisés.

- Donne tous les pouvoirs au Maire pour gérer ce dossier.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

11. Délibération 10/2018 – 16/10/2018 - CONVENTION PLURIANNUELLE DE PATURAGE - VERNIER Sébastien.

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal le mail en date du 13 juillet 2018 de Monsieur VERNIER Sébastien domicilié Etage Ex Ecole - Le Village - 26410 GLANDAGE qui sollicite une convention pluriannuelle de pâturage avec la commune de GLANDAGE, en tant qu'éleveur de chevaux et autres équidés.

La parcelle communale concernée est :

X 79 - Lande Pâturage - 41 a 50 ca - LOURTET

La surface de cet alpage est réservée exclusivement à usage pastoral pour les 5 ânes que possède Monsieur VERNIER Sébastien.

Le Preneur prend les biens dans l'état où ils se trouvent.

La location commence à courir à compter du 1^{er} août 2018 pour une durée totale de 5 ans, pour se terminer le 31 juillet 2023.

La période de pâturage s'étendra entre le 1^{er} avril et le 30 novembre.

Le pâturage de la parcelle concernée se fera une partie de l'année seulement pendant la période estivage, du 1^{er} avril jusqu'au 30 novembre, et sans retour journalier du troupeau (5 ânes). Le nombre de bêtes ne pourra excéder 8 ânes pendant 240 jours afin d'éviter tout risque de surpâturage.

Le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du bailleur pour intempéries ou maladies.

Le présent contrat est consenti moyennant une location annuelle :

soit : 41 a 50 ca a 11,81 € l'hectare soit 4,90 € de location annuelle.

Cette valeur est actualisée chaque année selon l'indice des fermages.

Le locataire s'engage à payer la valeur de la location mentionnée ci-dessus au propriétaire, au cours du mois de novembre de l'année de location expirée.

Le locataire assurera les risques locatifs sur l'année entière ses animaux et plus généralement tous ses biens lui appartenant qui garnissent les parcelles loués. La sous-location est interdite. Le locataire s'engage à ne pas changer la destination des immeubles loués qui ont une vocation strictement pastorale.

Les travaux d'aménagement, d'équipement ou d'entretien suivant seront à la charge :

- du propriétaire pour les dépenses liées au foncier,

- du locataire pour les dépenses des petits aménagements liées à l'utilisation par les ânes,

La convention sera établie en 3 exemplaires et signée par les deux parties. Il n'y aura pas de frais d'enregistrement de la présente convention. Le prix de la location est fixé à 4.90 € (quatre euro quatre-vingt-dix cent).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :
- ACCEPTE cette convention pluriannuelle de pâturage,
- DONNE tous les pouvoirs au Maire pour gérer ce dossier.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

12. Délibération – 11/2018 - CONVENTION PLURIANNUELLE de PATURAGES - GRANON -- BERTRAND Jonathan

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal du courrier reçu en mairie de GLANDAGE début août 2018 de Monsieur GRANON-- BERTRAND Jonathan domicilié Le Château - 26410 GLANDAGE qui sollicite une convention pluriannuelle de pâturage avec la commune de GLANDAGE, en tant qu'éleveur ovins,

Les parcelles communales concernées sont :

- D 195 - Lande Pâturage - 26 a 60 ca - LES CROZES
- D 196 - Lande Pâturage - 33 a 90 ca - LES CROZES
- D 205 - Lande Pâturage - 9 a 50 ca - LES CROZES
- D 266 - Bois Taillis - 20 ha 63 a 00 ca - LES CROZES (8 hectares de surface demandée)
- E 139 - Lande Pâturage - 7 ha 62 a 30 ca - COTTE PLAINE

Monsieur GRANON -- BERTRAND Jonathan souhaite louer les parcelles D195, D196, D205 et D266 en partie (environ 8 hectares),

Monsieur le Maire précise que ces parcelles ont fait l'objet d'une opération de défrichement durant l'année 2018, Il serait bon que Monsieur GRANON -- BERTRAND Jonathan puisse confectionner un dossier de broyage auprès des administrations concernées afin de finaliser la remise en état de pâturage des dites parcelles,

La surface de cet alpage est réservée exclusivement à usage pastoral, la capacité totale maximale, en têtes de bétail du pâturage est de 0.5 brebis avec agneau par hectare.

Le Preneur prend les biens dans l'état où ils se trouvent,

Le Preneur s'engage à faire broyer les parcelles suscitées sur une période de 5 ans,

La location commence à courir à compter du 1er avril 2019 pour une durée totale de 5 ans, pour se terminer le 31 mars 2024

La période de pâturage s'étendra entre le 1er avril et le 30 novembre.

Le pâturage de la parcelle concernée se fera une partie de l'année seulement pendant la période estivale, du 1er avril jusqu'au 30 novembre, et sans retour journalier du troupeau. Le nombre de bêtes ne pourra excéder 30 pendant 240 jours afin d'éviter tout risque de surpâturage.

Le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du bailleur pour intempéries ou maladies.

Le présent contrat est consenti moyennant une location annuelle :

Soit : 8 ha 22 a 80 ca à 7.5€ l'hectare soit 61.71€ pour les landes pâturages et 8 ha de Bois Taillis à 4 l'hectare soit 32 €,

La location annuelle est donc de 93.71 €

Cette valeur est actualisée chaque année selon l'indice des fermages.

Le locataire s'engage à payer la valeur de la location mentionnée ci-dessus au propriétaire, au cours du mois de novembre de l'année de location expirée.

Le locataire assurera les risques locatifs sur l'année entière ses animaux et plus généralement tous ses biens lui appartenant qui garnissent les parcelles loués. La sous-location est interdite. Le locataire s'engage à ne pas changer la destination des immeubles loués qui ont une vocation strictement pastorale.

Les travaux d'aménagement, d'équipement ou d'entretien suivant seront à la charge :

- du propriétaire pour les dépenses liées au foncier,
- du locataire pour les dépenses des petits aménagements liées à l'utilisation par les ovins,

A partir de la 6ème année lors du renouvellement annuel de la convention, la location annuelle passera à 11.81 € de l'hectare pour la totalité du pâturage et actualisé suivant l'indice des fermages soit 16 ha 22 a 80 ca x 11.81 € = 191.65 €.

La convention sera établie en 3 exemplaires et signée par les deux parties. Les frais de la présente convention et d'enregistrement sont à la charge du locataire. Pour la perception des droits d'enregistrement, le prix de location est fixé à 93.71 € (quatre-vingt-treize euro et soixante-et-onze cent).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :
- ACCEPTE cette convention pluriannuelle de pâturage,
- DONNE tous les pouvoirs au Maire pour gérer ce dossier.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Commune de GLANDAGE

Registre des délibérations du conseil municipal

Emargements des membres du conseil municipal du 16/10/2018	
Nom et Prénom	Signature
Joël MAZALAIGUE,	
Thomas VERNAY,	
Ludivine PELTIER	Absent
Jonathan GRANON	Exclu pour la délibération n°11/2018 – 16/10/2018 pour affaire le concernant.
Louis Jean BOREL, Maire	
Jean-Pierre PEAGNO	